

Art. 6. De maaltijdbons worden bij name ter beschikking van elk lid van het ministerieel kabinet gesteld door maandelijks vaste schijven van 20 eenheden op de laatste dag voorafgaand de referentiemaand.

Dit maandelijks vast aantal wordt verminderd naar evenredigheid van de dienstverrichtingen indien de effectieve tewerkstellingsperiode van de belanghebbende niet op de eerste van de maand begint of op het einde van de referentiemaand eindigt.

In geen enkel geval mag deze toekenning het aantal maaltijdbons waarop het lid van het ministerieel kabinet aanspraak kan maken wegens zijn dienstverrichtingsregime overschrijden.

Art. 7. Elk lid van het ministerieel kabinet genietende van de toekenning van maaltijdbons moet, ten laatste voor de 7^e van elke referentiemaand, een bedrag storten dat zijn persoonlijke bijdrage is voor de aanschaffing van maaltijdbons waar zijn dienstverrichtingsregime hem normaal recht op geeft.

Bij gebreke van deze storting binnen de vastgestelde termijn zal de uitreiking van de maaltijden onderbroken worden tot regularisatie.

Art. 8. Het aantal voor de referentiemaand toegekende maaltijdbons welk niet overeenstemt met dienstverrichtingen wordt afgetrokken op het einde van de tweede maand volgend de referentiemaand, onverminderd een vluggere regularisatie voor de personen die hun hoedanigheid van lid van het ministerieel kabinet vóór deze datum verliezen.

De aan de zo afgetrokken maaltijdbons toekomende persoonlijke bijdragen wordt door het ministerieel kabinet binnen dezelfde termijn terugbetaald.

Art. 9. De secretaris van het kabinet van de Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 18 januari 1989.

Brussel, 6 juni 1989.

A. BAUDSON

F. 89 — 1528

7 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à certains grands gibiers dans les périmètres des conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert pour la saison 1989-1990

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et notamment les articles 1er et 10, modifiés par la loi du 20 juin 1963 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux signée à Bruxelles le 10 juin 1970, modifiée par l'article 1er du Protocole du 20 juin 1977 de cette convention et notamment son article 4;

Vu la décision M(83)16 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 20 décembre 1983 désignant les espèces de gibier et les régions des pays du Benelux où un plan de tir sera appliqué;

Vu la concertation des gouvernements concernés en date du 28 février 1989 conformément à l'article 2 de la convention Bénélux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970;

Vu la concertation des Exécutifs concernés en date du 9 mars 1989 conformément à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 11 mai 1989 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1989-1990 dans la Région wallonne;

Considérant l'intérêt général que présente tant au point de vue cynégétique que forestier, l'aménagement de la chasse par une sélection rationnelle du gibier en vue d'arriver à une amélioration des espèces et de tendre à une diminution sensible des dommages causés à la forêt;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les arrêtés d'ouverture de la chasse doivent être pris avant le début de la saison de chasse;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté sont seulement d'application pour les titulaires du droit de chasse dont le territoire est situé dans un des deux périmètres définis à l'article suivant et qui font partie soit du « Conseil cynégétique des Hautes-Fagnes », soit du « Conseil cynégétique du Massif forestier de Saint-Hubert ».

Art. 2. § 1er. Le premier périmètre est défini comme suit :

— sur tout le territoire des anciennes communes d'Eupen, Kettenis, Membach, Raeren, Rocherath et Bullange;

— sur la partie du territoire des anciennes communes de Robertville, Bütgenbach et Elsenborn, située au nord et à l'est de la Réserve naturelle de la Fagne wallonne, de l'ancien chemin de Callerich, du chemin allant de Sourbrodt à Clefay, de la Grand Roer, et de la limite sud du domaine militaire d'Elsenborn jusqu'à la limite de l'ancienne commune de Rocherath, allant jusqu'à la limite ouest des anciennes communes de Robertville et de Bütgenbach citées ci-dessus;

— sur la partie des anciennes communes de Manderfeld, de Schönberg, de Meyerode, d'Ambève, de Heppenbach, de Lommersweiler et de Saint-Vith, à l'intérieur d'un périmètre formé par la route Losheim-Hüllscheid-Merlscheid-Ingelmondermühle-Holzheim-Medendorf-Eimerscheid-Andler-Schönberg-Heuem-Atzerath-Setz, par la rivière Our, par l'autoroute E42, par la route Metz-Saint-Vith-Hochkreuz-Ambève-Mirfeld jusqu'à la limite communale de Bullange.

§ 2. Le deuxième périmètre est défini comme suit :

— sur la partie des communes de Saint-Hubert, Tenneville, Saint-Ode, Nassogne, Libin, Tellin, Libramont, Chevigny à l'intérieur d'un périmètre formé par la limite des communes de Bertrix et Libin depuis le point de jonction de l'autoroute E411, puis la limite des communes de Libin et Libramont-Chevigny, jusqu'à la route N40 Libin-Recogne, cette route jusqu'au carrefour de Recogne, la route N89 vers le nord en direction de Saint-Hubert, la N848 Saint-Hubert-Martelange, les limites des anciennes communes de Saint-Hubert et Vesqueville, la limite des anciennes communes de Saint-Hubert et Lavacherie, la limite de Freyr méridional et Freyr Royal, la limite « Est » de Freyr communal jusqu'à la Basseille, la Basseille jusqu'à la barrière jaune (Pont de la Baseille) par la route de Golet à Laneuville-au-Bois et celle de Laneuville-au-Bois rejoignant la N4 entre les BK81 et 62, la N4 en direction de Marche jusqu'à la BK72, la route de Grune puis celle de Nassogne, la rue de Coumont et la rue de Masbourg jusqu'au pied de la côte du « Crawy », la route N849 Forrières-Saint-Hubert en direction de Saint-Hubert, la route reliant la N849 à Awenne, la route d'Awenne à Grupont, la route Grupont à Bure, la route de Bure à Tellin, la limite entre ces anciennes communes vers le nord, la limite entre les anciennes communes de Tellin et Wavreille, la limite des anciennes communes de Resteigne et Tellin jusqu'à la jonction avec l'E411, et celle-ci jusqu'au point de départ du périmètre, ainsi décrit.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif du 11 mai 1989 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1989-1990 dans la Région wallonne, et sans préjudice des autres dispositions de cet arrêté, il est de plus permis de tirer, à l'intérieur des bois (en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de prés et les coupe-feu) situés dans les périmètres définis à l'article 2, uniquement à l'approche ou à l'affût :

— du 15 septembre au 31 décembre inclus, des daguets portant des dagues de moins de 20 cm de longueur et des cerfs de 4 cors et plus;

— du 15 septembre au 14 octobre inclus, des biches et faons (des deux sexes) du cerf;

— du 15 septembre au 30 septembre inclus, des chevreuils.

Art. 4. Les gouverneurs des provinces de Liège et de Luxembourg sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des E.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D. 89 — 1528

7. JULI 1989. — Erlaß der Exekutive zur Festlegung der Eröffnung und der Schließung der Jagd auf bestimmte Arten Hochwild in den Gebieten der Weidmännischen Räte des Hohen Venns und des Forstmassivs von Saint-Hubert für die Jagdsaison 1989-1990

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1802 über die Jagd, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1983 und durch den Königlichen Erlaß vom 10. Juli 1972, insbesondere des Artikel 1;

Aufgrund des am 10. Juli 1970 in Brüssel unterzeichneten Benelux-Abkommens in Sachen Jagdwesen und Vogelschutz, abgeändert durch Artikel 1 des Protokolls dieses Abkommens vom 20. Juni 1977, insbesondere seines Artikel 4;

Aufgrund des Beschlusses M (83) 16 des Komitees der Minister der Benelux-Wirtschaftsunion vom 20. Dezember 1983 zur Bezeichnung der Wildarten und der Gebiete der Benelux-Länder, in denen ein Abshußplan angewandt werden wird;

Aufgrund der Konzertierung vom 28. Februar 1989 zwischen den betreffenden Regierungen, gemäß Artikel 2 des am 10. Juni 1970 in Brüssel unterzeichneten Benelux-Abkommens in Sachen Jagdwesen und Vogelschutz;

Aufgrund der Konzertierung vom 9. März 1989 zwischen den betreffenden Exekutiven gemäß Artikel 6, 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 11. Mai 1989 zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten für die Jagdsaison 1989-1990 in der Wallonischen Region;

In Anbetracht des allgemeinen Interesses, sowohl in weidmännischer als auch in forstlicher Hinsicht, einer Regelung der Jagd durch eine rationelle Selektion des Wildes, um eine Verbesserung der Arten zu erhalten und eine ansehnliche Verminderung der Schäden am Wald zu erreichen;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für das Jagdwesen;

Aufgrund der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, insbesondere des Artikel 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

In der Erwägung, daß die Erlasse betreffend die Jagderöffnung vor dem Beginn der Jagdsaison erlassen werden müssen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Vorliegender Erlaß gilt nur für Jagdberechtigte, deren Gebiet in einem der beiden im folgenden Artikel abgegrenzten Umkreisen liegt und die entweder dem « Weidmännischen Rat des Hohen Venns » oder dem « Weidmännischen Rat des Forstmassivs Saint-Hubert » angehören.

Art. 2. § 1. Der erste Umkreis wird wie folgt abgegrenzt :

— das gesamte Gebiet der früheren Gemeinden Eupen, Kettenis, Membach, Raeren, Rocherath und Büllingen;

— der Teil der früheren Gemeinden Robertville, Bütgenbach und Elsenborn, der nördlich und östlich des Naturschutzgebiets des wallonischen Venns, des früheren Wegs nach Callerich, des Weges von Sourbrodt nach Clefay, der großen Rur und der südlichen Grenze der Militärdomäne von Elsenborn bis zur Grenze der früheren Gemeinde Rocherath, die bis zur westlichen Grenze der vorgenannten früheren Gemeinden Robertville und Bütgenbach verläuft;

— der Teil der früheren Gemeinden Manderfeld, Schönberg, Meyerode, Amel, Heppenbach, Lommersweiler und Sankt-Vith, innerhalb eines Umkreises, der durch die Straße Losheim-Hüllscheid-Merlscheid-Ingelmondermühle-Holsheim-Medendorf-Eimerscheid-Andler-Schönberg-Heuem-Atzerath-Setz, durch den Fluß Our, durch die Autobahn E42, durch die Straße Metz-Sankt-Vith-Hochkreuz-Amel-Mirfeld bis zur Gemeindegrenze von Büllingen gebildet wird.

§ 2. Der zweite Umkreis wird wie folgt abgegrenzt :

— der Teil der Gemeinden Saint-Hubert, Tenneville, Saint-Ode, Nassogne, Libin, Tellin, Libramont, Chevigny innerhalb eines Umkreises mit folgendem Verlauf : die Grenze der Gemeinden Bertrix und Libin ab der Autobahn E40, dann die Grenze der Gemeinden Libin und Libramont-Chevigny bis zur Nationalstraße N40 Libin-Recogne, diese Straße bis zur Kreuzung von Recogne, die Nationalstraße N89 nach Norden in Richtung Saint-Hubert, die Nationalstraße N848 Saint-Hubert-Martelange, dann die Grenze der früheren Gemeinden Saint-Hubert und Vesqueville, die Grenze der früheren Gemeinden Saint-Hubert und Lavacherie, die Grenze der früheren Gemeinden Saint-Hubert und Lavacherie, die Grenze von Freyr méridional und Freyr Royal, die Grenze « Est » von Freyr communal bis zur Basselle, die Basselle bis zur Barrière jaune (Basselle-Brücke) über die Straße von Golet nach Laneuville-au-Bois und die von Laneuville-au-Bois, die zwischen den BK61 und 62 auf die Nationalstraße N4 in Richtung Marche bis zum BK72, die Straße von Grune, dann die von Nassogne, die rue de Coumont und die rue de Masbourg bis vor dem Hang « du Crawy », die Nationalstraße N849 Forrières-Saint-Hubert in Richtung Saint-Hubert, die Straße, die die Nationalstraße N849 mit Awenne verbindet, die Straße von Awenne nach Grupont, die Straße von Grupont nach Bure, die Straße von Bure nach Tellin, die Grenzen zwischen diesen ehemaligen Gemeinden nach Norden, die Grenzen zwischen den früheren Gemeinden Tellin und Wavreille, die Grenze der früheren Gemeinden Resteigne und Tellin bis zur E411, dann diese bis zum Ausgangspunkt des so beschriebenen Umkreises.

Art. 3. In Abweichung von Artikel 10 des Erlasses der Exekutive vom 11. Mai zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten für die Jagdsaison 1989-1990 in der Wallonischen Region und unbeschadet der anderen Bestimmungen desselben Erlasses ist es ferner erlaubt, im Innern der Wälder (sumpfiges Gelände, Lichtungen, Wiesenründe und Schneisen einschließlich), die in den in Artikel 2 abgegrenzten Gebieten liegen, folgende Tiere zu erlegen, und zwar nur auf dem Pirschgang oder vom Hochsitz aus :

— vom 15. September bis zum 31. Dezember einschließlich, Spießler mit Spießern vom weniger als 20 cm Länge und Hirsche mit vier Enden oder mehr;

— vom 15. September bis zum 14. Oktober einschließlich, Hirschkühe, Hirschkälber und Wildkälber;

— vom 15. September bis zum 30. September einschließlich, Rehe.

Art. 4. Die Gouverneure der Provinzen Lüttich und Luxemburg sind mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 7. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete
und der Beschäftigung

E. HISMANS

VERTALING

N. 89 — 1528

7 JULI 1989. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht op sommige soorten grof wild in de gebieden van de jachtraden van de Hoge Venen en van de bossen van Saint-Hubert voor het seizoen 1989-1990

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikelen 1 en 10 gewijzigd bij de wet van 20 juni 1963 en bij het koninklijk besluit van 10 juli 1972;

Gelet op de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970, gewijzigd bij artikel 1 van het Protocol van 20 juni 1977 van deze Overeenkomst en inzonderheid op artikel 4 ervan;

Gelet op de beschikking M(83)16 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 20 december 1983 tot aanwijzing van de wildsoorten en de streken van de Beneluxlanden waar een afschotplan zal gelden;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokkene regeringen op 28 februari 1989, overeenkomstig artikel 2 van de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokken Executieven op 9 maart 1989, overeenkomstig artikel 6, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van 11 mei 1989 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1989-1990;

Overwegende het algemeen belang, zowel van uit het oogpunt van jachtbeheer als van bosbeheer, van een oordeelkundige selectie van het wild ten einde een verbetering van de soorten te bekomen en naar een gevoelige vermindering van de wildschade in het bos te streven;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad;

Gelet op de wetten op de Raad van Staten, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij het artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de openingsbesluiten van de jacht vóór de aanvang van het jachtseizoen getroffen moeten worden;

Gelet op de dringendheid;

Op de voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn enkel toepasselijk op de houders van het jachtrecht waarvan het gebied gelegen is in een van de twee perimeters vastgesteld in het volgend artikel en dat deel uitmaakt hetzij van de « Jachtraad van de Hoge Venen », hetzij van de « Jachtraad van de Bossen van Saint-Hubert ».

Art. 2. § 1. De eerste perimeteer wordt vastgesteld als volgt :

— op gans het grondgebied van de vroegere gemeenter. Eupen, Kettenis, Membach, Raeren, Rocherath en Büllingen;

— op het gedeelte van het grondgebied van de vroegere gemeenten Robertville, Bütgenbach en Elsenborn, gelegen ten noorden en ten oosten van het natuurreservaat van de Waalse Venen, van de vroegere weg van Gallebrich, van de weg van Sourbrodt naar Clefay, van de « Grande Roer » en van de zuidergrens van het militair domein van Elsenborn tot de grens van de vroegere gemeente Rocherath, gaande tot aan de westelijke grens van de hierboven vermelde vroegere gemeenten Robertville en Bütgenbach;

— op het gedeelte van het grondgebied van de vroegere gemeenten Manderfeld, Schönberg, Meyerode, Amel, Heppenbach, Lommersweiler en Saint-Vith, binnen een perimeteer gevormd door de weg Losheim-Hüllscheid-Merlscheid-Ingelmondermühle-Holzheim-Medendorf-Eimerscheid-Andler-Schönberg-Heuem-Atzerath-Setz, door de Our rivier, door de E42-autosnelweg, door de weg Metz-Saint-Vith-Hochkreuz-Amel-Mirfeld tot de grens van de gemeente Büllingen.

§ 2. De tweede perimeteer wordt vastgesteld als volgt :

— op het gedeelte van de gemeenten Saint-Hubert, Tenneville, Saint-Ode, Nassogne, Libin, Tellin, Libramont, Cleuigny, binnen een perimeteer gevormd door de grens van de gemeenten Betrix en Libin vanaf het verbindingspunt van de E411-autosnelweg, dan de grens van de gemeenten Libin en Libramont-Chevigny, tot aan de Rijksweg N40 Libin-Recogne, deze weg tot aan het kruispunt van Recogne, de Rijksweg N89 naar het noorden in de richting van Saint-Hubert, de Rijksweg N848 Saint-Hubert-Martelange, de grenzen van de vroegere gemeenten Saint-Hubert en Vesqueville, de grens van de vroegere gemeente Saint-Hubert en Lavacherie, de grens van « Freyr méridional » en « Freyr Royal », de oostergrens van « Freyr communal » tot aan de Basseille, de Basseille tot aan de gele slagboom (Brug van de Basseille), volgens de weg van Golet naar Laneuville-au-Bois in die van Laneuville-au-Bois tot de verbinding van de Rijksweg N4 tussen de BK61 en 62, de Rijksweg N4 in de richting van Marche tot aan de BK72, de weg van Grune dan die van Nassogne, de « rue de Coumont » en de « rue de Masbourg » tot aan de voet van de helling van de « Crawy », de Rijksweg N840 Forrières-Saint-Hubert in de richting van Saint-Hubert, de weg die de Rijksweg N849 met Awenne verbindt, de weg Awenne naar Grupont, de weg van Grupont naar Bure, de weg van Bure naar Tellin, de grens van deze vroegere gemeenten naar het noorden, de grens tussen de vroegere gemeenten Tellin en Wavreille, de grens van de vroegere gemeenten Resteigne en Tellin tot aan de verbinding met de E411, en deze tot aan het zodanig beschreven vertrekpunt van de perimeteer.

Art. 3. In afwijking van de bepalingen van artikel 10 van het besluit van de Executieve van 11 mei 1989 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1989-1990, en onverminderd de andere bepalingen van dat besluit, is het bovendien toegelaten te schieten binnen de bossen (met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen) gelegen in de perimeters omschreven in artikel 2, enkel bij bers- of loerjacht :

— van 15 september tot en met 31 december, op spitsshert met spitsens van minder dan 20 cm lang en op edelherten met 4 enden en meer;

— van 15 september tot en met 14 oktober, op hinden en jongen (van beide geslachten) van het edelhert;

— van 15 september tot en met 30 september, op reebokken.

Art. 4. De gouverneurs van de provinces Luik en Luxemburg zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANIS

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 23 juin 1989 sont accordées les nominations et décorations ci-après :

Ordre de Léopold

Commandeur

M. Verhaegen, Frédéric, conseiller juridique, à la date du 8 avril 1986.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 23 juni 1989 worden volgende benoemingen en eretekens verleend :

Leopoldsoorde

Commandeur

De heer Verhaegen, Frédéric, juridisch adviseur, met ingang van 8 april 1986.